

FORMULAIRE DE DEMANDE D'INSCRIPTION SUR LE REGISTRE NOMINATIF
 Prévu à l'article 1.121-6-1 du code de l'action sociale et des familles

RUBRIQUE 1

Je soussigné(e)
 Nom Prénom
 Adresse
 Ne(é) le à
 Téléphone Mail@.....

Sollicite mon inscription sur le registre des personnes à contacter en cas de déclenchement du plan d'alerte et d'urgence consécutif à une situation de risques exceptionnels, climatiques ou autres (merci de cocher la case ci-dessous) :

- En qualité de personne âgée de 65 ans et plus
 En qualité de personne âgée de plus de 60 ans, reconnue inapte au travail
 En qualité de personne handicapée

Je suis informée que cette inscription est facultative et que ma radiation peut être effectuée à tout moment sur simple demande de ma part auprès du CCAS.

RUBRIQUE 2

Je déclare bénéficier de l'intervention de (merci de cocher la case ci-dessous) :

- D'un service d'aide à domicile
 Intitulé du service
 Adresse/Téléphone
- D'un service de soins infirmiers à domicile
 Intitulé du service
 Adresse/Téléphone
- D'un autre service
 Intitulé du service
 Adresse/Téléphone

RUBRIQUE 3

Personne de mon entourage à prévenir en cas d'urgence

Nom/Prénoms
 Adresse /Téléphone

J'atteste sur l'honneur l'exactitude des informations communiquées dans la présente demande.
Je suis informé(e) qu'il m'appartient de signaler au CCAS toute modification concernant ces informations, aux fins de mettre à jour les données permettant de me contacter en cas de déclenchement du plan d'alerte et d'urgence.

Fait à SÉNÉ, le

Dispositions relatives à la loi du 6 janvier 1978

Lorsque les traitements relatifs à cette demande sont informatisés, ils sont soumis aux dispositions de la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 qui protège les droits et libertés individuels. Conformément à l'article 27 de cette loi, les personnes auprès desquelles sont recueillies des informations nominatives, sont informées :

- du caractère obligatoire ou facultatif des réponses ;
- des conséquences à leur égard d'un défaut de réponse ;
- des personnes physiques ou morales destinataires des informations ;
- de l'existence d'un droit d'accès et de rectification.

Lorsque de telles informations sont recueillies par voie de questionnaires, ceux-ci doivent porter mention de ces prescriptions.

Ces dispositions ne s'appliquent pas à la collecte des informations nécessaires à la constatation des infractions.

CETTE DEMANDE DOIT ÊTRE ADRESSÉE A VOTRE COMMUNE DE RESIDENCE

A Séné :

Madame La Maire
Centre communal d'Action Sociale (C.C.A.S)
1, Place de la Fraternité
SÉNÉ 56 860

02 97 66 59 65
Mail : accueil.ccas@sene.bzh